

morales sont aussi bien que les appréciations politiques le résultat des nécessités intérieures de la lutte.

La libération des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi il n'y a pas de crimes plus grands que ceux-ci : tromper les masses, faire passer des défaites pour des victoires et des amis pour des ennemis, corrompre les meneurs d'ouvriers, fabriquer des légendes, monter de faux-procès — bref : faire ce que font les staliniens. Ces moyens ne peuvent servir qu'un seul but : prolonger la domination d'une clique qui est déjà condamnée par l'histoire. Mais ils ne peuvent pas servir à libérer les masses. C'est pourquoi la IV^e Internationale mène une lutte à mort contre Staline.

Les masses, évidemment, ne sont pas du tout infaillibles. Loïn de nous de les idéaliser. Nous les avons vues dans des conditions bien diverses, à des époques différentes et, de plus, pendant des secousses politiques extrêmement graves. Nous avons fait connaissance de leurs côtés forts et faibles. Leurs côtés forts : Audace, volonté de sacrifice, héroïsme ont toujours trouvé leur expression consciente dans les époques révolutionnaires. A cette époque les bolcheviks se trouvèrent à la tête des masses. Puis commença un autre chapitre de l'histoire qui révéla les côtés faibles des opprimés : irrégularité, manque de culture, champ d'observation trop restreint. Les masses relâchèrent après la tension, furent déçues, perdirent la confiance en elles-mêmes et ouvrirent la voie à la nouvelle aristocratie. A cette époque, les bolcheviks (« trotskystes ») furent isolés des masses. Nous avons vécu deux grands cycles historiques de ce genre : 1897-1905, années de la marée haute ; 1907-1913, années de la marée basse ; 1917-1923, la période d'une montée sans exemple dans l'histoire, finalement une nouvelle période de réaction qui, actuellement, n'est pas encore finie. Dans ces événements importants, les « trotskystes » apprirent le rythme de l'histoire, c'est-à-dire la dialectique de la lutte des classes. Ils apprirent également et dans une certaine mesure, avec succès, semble-t-il, comment subordonner leurs plans et programmes personnels à ce rythme objectif. Ils apprirent à ne pas désespérer du fait que les lois de l'histoire ne dépendent pas de leur goût personnel et ne suivent pas la voie indiquée par leurs critères moraux. Ils apprirent à subordonner leurs désirs personnels aux lois de l'histoire. Ils apprirent à ne pas se laisser effrayer par les ennemis les plus puissants, si leur pouvoir est contraire aux lois du développement historique. Ils savent nager contre le courant, sûrs que la nouvelle montée historique les portera à l'autre rive. Tous n'arriveront pas à cette rive, beaucoup se noieront. Mais participer à ce mouvement les yeux ouverts, résolus, il n'y a que cela qui puisse donner la satisfaction morale suprême à un être qui pense !

Coyoacan D.F., 16 février 1938.

(Traduit de l'allemand par H. R. Extrait de l'étude de Léon Trotsky « *Leur Morale et la nôtre* », parue in-extenso, dans « *Unser Wort* »), organe des communistes internationalistes allemands).

P.-S. — *J'ai écrit ces lignes quand, à mon insu, mon fils était aux prises avec la mort.*

C'est à sa mémoire que je dédie cette petite étude qui, j'espère, aurait trouvé son approbation.

Léon Sédov fut un véritable révolutionnaire qui méprisa les pharisiens.

I. T.

DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Bilan de défaites Perspective de lutte

Que sont devenues les conquêtes sociales de juin 1936 ? Les quarante heures ont disparu dans presque toutes les corporations. Le droit syndical est battu en brèche, les meilleurs militants sont renvoyés. Les rajustements de salaires sont obtenus au compte-goutte et ne correspondent en rien à la hausse du coût de la vie.

Est-ce la combattivité des ouvriers ou la façon de préparer les masses à la lutte contre le patronat qu'il faut incriminer ?

Jetons un rapide coup d'œil sur les événements qui se sont déroulés depuis quatre années pour donner une réponse à cette question.

La première trahison date de 1935. La signature du pacte Laval-Staline et la déclaration sensationnelle de ce dernier habilitent le chef du gouvernement français à rédiger sans s'émouvoir les décrets du 17 juillet 1935. Les fonctionnaires, ouvriers d'arsenaux des services publics, etc., s'apprentent à la lutte. Premier freinage qui aura pour conséquences les émeutes sanglantes de Brest et de Toulon dont le Front populaire naissant partagera avec Laval la responsabilité de la répression.

Préparons plutôt la « victoire » électorale. « Daladier au pouvoir ! »

Mai-juin 1936, pour la première fois, en France, un socialiste sera le chef du gouvernement. Les travailleurs, fidèles aux enseignements de l'histoire préfèrent passer à l'action et voici les grèves avec occupations d'usine. Tout est possible s'il y avait une C.G.T. lutte de classe et un parti révolutionnaire. Les patrons rentrent leurs griffes et acceptent la « dictature » des délégués cégétistes. Ils savent que cela ne durera pas longtemps. Effectivement, les accords Matignon consacrent des augmentations minimales de salaires, pour la plupart déjà obtenues par l'action de masse et constituent le point de départ de la politique de pause.

Les ouvriers sont invités à quitter les usines car la légalité doit leur accorder les rajustements demandés.

La C.G.T. recrute, les salariés, les moins avancés, même des fascistes — dans la banque, l'assurance, le commerce — veulent adhérer. 5 millions de syndiqués. La « promotion Blum » accepte très facilement de considérer le syndicat comme un organisme d'assurances et de secours mutuels. Les dirigeants, les ex-confédérés, comme les ex-unitaires favorisent cette tendance de collaboration de classes. Décembre 1936, la C.G.T. et les partis ouvriers désirent l'arbitrage obligatoire. Le réformiste Marcel Roy dira :

« *Le patronat ne sollicite pas l'arbitrage, il le subit !* »

Et le staliniens Croizat, secrétaire de la Fédération des métaux, fera chorus :